

## FLANDRE

## Bientôt plus moyen d'écouter la RTBF

« Parmi les 310 000 francophones qui vivent en Flandre, nombreux seront ceux qui vont faire les frais de l'arrivée en force de la radio numérique terrestre début 2019 », déplore l'Association pour la promotion de la francophonie en Flandre (APFF) dans le dernier numéro de son magazine « Nouvelles de Flandre ». Avec la fin des émetteurs en ondes moyennes (AM), seuls ceux qui habitent à proximité de Bruxelles ou de la Wallonie pourront continuer à écouter la RTBF via la bande FM ou en DAB+.

L'entreprise publique est la dernière à émettre encore en AM dans le pays, notamment depuis Wavre où son émetteur couvre tout le territoire et relaye les émissions de La Première ainsi que certaines émissions sportives de Vivacité. Mais avec le développement de la radio numérique DAB+, elle a décidé de réduire progressivement les heures de diffusion de ses émetteurs en AM avant leur arrêt complet ces prochains mois. « Ces émetteurs qui fonctionnent dans cette ancienne technologie analogique sont extrêmement gourmands en électricité », justifiait le

service public en juin dernier.

Il avait été question que la VRT diffuse en DAB+ une radio de la RTBF, tandis que la RTBF ferait de même pour la VRT. Mais « cette proposition n'a pas reçu un écho favorable de la VRT », précisait le ministre des Médias Jean-Claude Marcourt, interrogé au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles le 25 septembre. « Ce n'est d'ailleurs malheureusement plus envisageable : la VRT a, sans avertir la RTBF ni les autorités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, octroyé la totalité des capacités de son multiplexe. C'est la raison pour laquelle le multiplexe qui sera attribué à la RTBF est, dès à présent, lui aussi complet. »

La VRT a donc laissé une place pour la BBC britannique, mais pas pour la RTBF, s'étonne l'APFF. « Contrairement à l'anglais, le français n'est-il pas une de nos langues nationales ? Si la VRT avait eu pour objectif de prêter main forte aux nationalistes flamands qui ne veulent pas entendre parler de minorité francophone sur leur territoire, elle ne s'y serait pas prise autrement ! »

L'association demande aux autorités de « réexaminer le dossier » et, en attendant, le maintien de La Première en AM. ■